



6 FÉVRIER 2013
Le peuple tunisien
se retrouve
spontanément
sur l'avenue
Habib Bourguiba
(Tunis)
à l'annonce
de l'assassinat
de Chokri Belaïd.



8 FÉVRIER 2013
Le jour des
funérailles
de Chokri Belaïd,
les citoyens
tunisiens essuient
les tirs des bombes
lacrymogènes à
Tunis.

De la violence (politique) en Tunisie

On sait, au moins depuis le célèbre sociologue allemand Max Weber, que l'État a le monopole de la violence légitime. Mais ce que l'on sait aussi, c'est qu'il semble impossible d'extirper la violence de la scène politique car le conflit, émanation par excellence de la diversité et du pluralisme, est l'essence même du politique.

Ces deux exigences, *a priori* contradictoires,

deviennent d'autant plus inconciliables lorsque vient se surajouter un élément qui complique sérieusement la donne, à savoir la violence révolutionnaire dont le principe avéré est de contrecarrer et mettre en défaut le monopole détenu par l'État.



Chokri Belaïd a été assassiné à Tunis le 6 février 2013 pour les idées qu'il représente.

ses membres islamistes, ne cessent de stigmatiser les médias qui le critiquent, criant au complot dès qu'une voix discordante se fait entendre. Cette stigmatisation du débat n'est pas simplement l'expression d'une mégalomanie ne supportant pas la moindre critique. Il y a là, à n'en pas douter, une volonté délibérée de disqualifier le débat public en tant que

générateur de normes sociopolitiques.

Cette prise de position puise ses racines dans une vision théologique du politique consistant à prôner l'allégeance au souverain, et donc à considérer comme hérétique toute velléité contestataire.

La violence commence dès qu'on veut étouffer toute velléité de penser autrement et disqualifier le débat public en tant que générateur de normes sociopolitiques.

Le conflit est l'essence du politique. La contestation est la garantie de la démocratie de sorte que c'est lorsque le consensus règne qu'il faut commencer à s'inquiéter. La violence commence dès qu'on veut étouffer dans l'œuf toute velléité de penser autrement, c'est-à-dire lorsqu'on érige le consensus en principe.

Ceci se vérifie parfaitement dans les faits, lorsqu'on revient sur la stratégie d'Ennahdha. En effet, depuis sa mise en place, le gouvernement actuel, et plus exactement

C'est ce que traduit le slogan « Non à la démocratie », par lequel il faut comprendre « Non au débat public et à la possibilité de contester le pouvoir », slogan martelé par les salafistes. Selon cette manière de considérer les choses, les normes et valeurs de la société seront celles qui auront été décrétées par les gouvernants, sans possibilité de discussion.

On voit bien, malheureusement, comment un raisonnement de ce type légitime la violence :

6 FÉVRIER 2013

L'ambulance transportant le corps de Chokri Belaïd est accueillie par des tirs de bombes lacrymogènes à son arrivée sur l'avenue Habib Bourguiba où se sont rassemblés les citoyens tunisiens pour se recueillir.



8 FÉVRIER 2013

Tirs de bombes lacrymogènes au cimetière du Djellez où une foule compacte attend l'arrivée de la dépouille de Chokri Belaïd.

toute velléité de contester des normes auxquelles on est censé faire allégeance s'apparente à de l'hérésie pure et simple. Les différentes *fatwas* appelant au meurtre des opposants politiques s'inscrivent dans ce cadre idéologique de lutte contre la *fitna*.

Si toute personne sensée s'accordait à dire que ce type de violence doit, c'est un euphémisme, impérativement être dénoncé, il n'en demeure pas moins que toutes les violences ne sont pas à mettre sur le même plan. Songeons, un instant, à la violence exprimée par ces jeunes qui barrent des routes et qui prennent même en otages des responsables qu'ils jugent maîtres de leur sort et de leur avenir ; comparons-la à la violence dont font preuve ces gens qui détruisent les marabouts. À une violence révolutionnaire progressiste répond une violence réactionnaire et conservatrice.

En se fondant sur la capacité (nécessairement variable) des intervenants à convaincre, ce type de « débat » renforce l'arbitraire bien plus qu'il ne le combat. De fait, si c'est de la confrontation des forces sociales en présence que finira par émerger le point de vue du peuple sur les questions de société, le risque de domination qui pointe derrière cette promotion du « dialogue démocratique » n'est pas mince : cette théorie d'apparence libérale (voire, par certains côtés, républicaine) pourrait bien, au lieu de permettre à tout un chacun de faire entendre sa voix, mettre en scène un rapport de forces où il y aura nécessairement un gagnant et un perdant. Comme si les gagnants étaient par définition bienveillants et comme si l'on pouvait décemment penser la confrontation des valeurs dans une société sur un mode sportif, à l'image d'un match de rugby.

Permettre au conflit d'exister

est la seule manière de nous prémunir contre la violence assassine.

Il paraît extrêmement difficile, toutes choses égales par ailleurs, de condamner la première : ces jeunes, souffrant d'un manque de visibilité et d'un déficit d'audience certain, veulent se faire entendre. La violence qu'ils expriment est un moyen de changer les choses, tandis que la violence contre-révolutionnaire est le moyen par excellence de garantir le *statu quo*.

Les implications de la théorie dite du *tadâfo' el ijtimâ'i* prônée par le dirigeant islamiste Rached Ghannouchi permettent d'éclairer cette différence en donnant à voir aux moralistes, qui rejettent par principe toute violence, que les choses sont moins simples qu'il n'y paraît. Rappelons, pour commencer, que la confrontation sociale ainsi entendue est une sorte d'hybride de la joute oratoire médiévale et de l'éthique de la discussion contemporaine, ou, pour le dire autrement, un genre de dispute à mi-chemin entre la harangue et la plaidoirie.

Car si le *tadâfo'* est censé se comprendre comme un mode discursif caractérisé par l'échange d'arguments, rappelons que *dafa'a*, c'est aussi présenter, montrer et que rien n'interdit, pour les plus radicaux, d'y voir une légitimation de la confrontation physique (la mêlée du rugby, précisément) au motif que tous les arguments ne sont pas, par définition, bon à entendre.

Le *tadâfo'* doit donc fondamentalement se concevoir comme une pure rhétorique, où tout est quasi-joué d'avance s'agissant du résultat des délibérations puisque n'est entendu que celui qui a accepté de débattre dans un cadre précis et borné.

C'est donc un faux débat dont l'unique objectif est de sauver les apparences pour sauvegarder le consensus initial, et donc, comme je l'affirmais plus haut, d'assurer le *statu quo*, un faux débat que ceux qui souffrent d'une blessure identitaire peuvent tout à fait comprendre comme



8 FÉVRIER 2013

L'enterrement de Chokri Belaïd aura lieu dans la fumée des voitures incendiées et des gaz lacrymogènes. / À l'extérieur du cimetière du Djellez, des provocateurs incendient des voitures.

une incitation à la violence physique et matérielle. On comprend dès lors pourquoi il est vital de promouvoir les conditions du conflit, c'est-à-dire d'une dynamique des passions, seule garante de la démocratie. Permettre au conflit d'exister est la seule manière de nous prémunir contre la violence assassine. Il est impératif pour nous aujourd'hui encore plus qu'hier, de reconnaître le caractère essentiel et fondateur de l'antagonisme, pierre de touche du phénomène démocratique.

le glas de l'idée reçue selon laquelle la démocratie consensuelle serait un progrès alors qu'elle est l'antichambre de la tyrannie. Ce serait faire un grave contresens que de voir là une position idéologique quand il s'agit d'une simple question de bon sens, ou, devrais-je dire, d'une question de survie. La source de tous nos problèmes vient d'une erreur d'appréciation : le politique, et donc la démocratie, n'est pas le lieu de la raison, mais de la passion, des passions. Comprendre cela nous

La démocratie consensuelle est l'antichambre de la tyrannie **car la démocratie n'est pas le lieu de la raison, mais des passions.**

Au lieu de chercher le consensus à tout prix, et ceci s'adresse aussi bien aux islamistes qu'aux libéraux, il nous faut apprendre que le politique n'est ni le lieu de la raison, ni celui de l'universalité mais le lieu de la confrontation permanente mettant en scène, pour reprendre le mot de la philosophe Chantal Mouffe, un « Nous » et un « Eux ». Cela ne signifie pas que cette confrontation est appelée nécessairement à dégénérer ; cela veut dire simplement que dans les sociétés réellement démocratiques, il y a toujours un « Nous » qui ne peut exister qu'en prenant ses distances par rapport à un « Eux ». Le politique est le lieu par excellence de ces « luttes pour la reconnaissance » où des identités collectives cherchent à marquer leur territoire, à exister. Il n'y a là, par principe, rien de menaçant pour peu que l'on comprenne que l'autre, celui que j'affronte est mon adversaire, certes, mais non ennemi, c'est-à-dire l'opposant avec qui l'on partage une allégeance commune aux principes démocratiques de liberté et d'égalité, tout en étant en désaccord sur le sens à leur accorder. Naturellement, les extrémistes refuseront ce principe. On ne peut rien contre cela. En revanche, ce que l'on peut, ce que l'on doit faire, c'est, tous ensemble, sonner

donnera les véritables moyens de combattre la violence extrémiste, en fermant la porte par laquelle tous les populismes s'engouffrent, populismes qui se nourrissent de la tendance libérale à vouloir étouffer les antagonismes au nom, tout à la fois de la stabilité et du consensus, c'est-à-dire au nom de la raison. Dès lors, la seule manière de barrer la route au populisme de droite n'est pas d'appeler à la modération mais, comme l'explique la philosophe belge Chantal Mouffe, de « mobiliser les passions et les affects au profit de la démocratie », car « la politique dans les sociétés démocratiques doit être en prise sur les désirs et les fantasmes ». Dès lors, « plutôt que d'opposer l'intérêt au sentiment et la raison aux passions, ils devraient offrir des formes d'identité qui puissent concurrencer celles proposées par les populistes. Cela ne veut pas dire que la raison devrait disparaître de la politique mais que sa place devrait être repensée ». La mort de l'un des plus valeureux d'entre nous, le martyr Chokri Belaïd, nous fera-t-elle enfin prendre conscience de cela ?

Soumaya Mestiri *Maître de conférences en philosophie politique et sociale à l'Université de Tunis*